



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général

**Direction de la coordination
et de l'appui territorial**

Bureau des enquêtes publiques et de l'environnement

Affaire suivie par Brigitte Becker

Tel : 03.87.34.88.94

brigitte.becker@moselle.gouv.fr

Metz, le - 9 JAN. 2025

lettre recommandée avec AR n° 2C 115 008 8131 0

Madame la directrice,

Lors de ses visites d'inspection du 31 octobre 2024 et des 5 et 14 novembre 2024 sur le site des installations que vous exploitez à Saint-Avold, l'inspection des installations classées a pu constater la mise en place des actions correctives faisant l'objet des arrêtés préfectoraux de mise en demeure des 18 juillet 2023, 15 décembre 2023 et 27 août 2024.

Sur la base de ce constat, les arrêtés préfectoraux de mise en demeure susvisés sont abrogés par les arrêtés ci-joints.

Veuillez agréer, madame la directrice, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général


Richard Smith

Madame Corinne Loigerot
Directrice
Total Petrochemicals France
Plate-forme de Carling - BP 90290
57508 Saint-Avold cedex

ARRÊTÉ n° 2025-DCAT-BEPE-8

du 9 JAN. 2025

abrogeant l'arrêté du 18 juillet 2023 de mise en demeure de la société TotalEnergies Petrochemicals France pour les installations qu'elle exploite sur la plateforme de Carling/Saint-Avold

Le préfet de la Moselle
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du mérite

- Vu** le livre Ier, titre VII du code de l'environnement ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Laurent Touvet, préfet de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté préfectoral DCL n° 2023-A-05 du 6 février 2023 portant délégation de signature en faveur de M. Richard Smith, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté préfectoral DCAT-BEPE-2023-148 du 18 juillet 2023 mettant en demeure la société TotalEnergies Petrochemicals France de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumise à autorisation, pour les installations qu'elle exploite sur la plateforme de Carling/Saint-Avold ;
- Vu** l'action corrective réalisée, le 14 novembre 2023, par l'exploitant permettant de lever les anomalies et non-conformités majeures portant sur la cuvette de rétention de la cuve de stockage de javel ;
- Vu** le rapport du 23 décembre 2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est chargée de l'inspection des installations classées ;

Considérant la réalisation de l'action corrective permettant le retour à la conformité ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture, de la Moselle ;

ARRÊTE

Article 1^{er}

L'arrêté préfectoral DCAT-BEPE-2023-148 du 18 juillet 2023 mettant en demeure la société TotalEnergies Petrochemicals France de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumise à autorisation, pour les installations qu'elle exploite sur la plateforme de Carling/Saint-Avold est abrogé.

Article 2 : exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la communauté d'agglomération de Forbach Porte de France et dont une copie est également transmise, pour information, au sous-préfet de Forbach – Boulay-Moselle et au maire de Saint-Avold.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général



Richard Smith

Délais et voies de recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le recours peut également être déposé par voie dématérialisée via l'application « télérecours citoyens » depuis le site <http://www.telerecours.fr>.